

L'une des principales leçons que la guerre a données au monde, c'est qu'aucune nation ne peut vivre par elle-même, pas plus qu'aucun particulier. Le Canada ne peut donc guère s'attendre à une prospérité permanente si toute l'Europe n'est elle-même placée dans une situation stable et prospère.

Notre avenir économique est intimement lié à celui des Etats-Unis. Il nous est possible de garder notre propre identité politique, mais, économiquement, nous devons, de toute nécessité, avoir les relations les plus étroites avec la grande république voisine.

Il y a de nombreuses années que Goldwin Smith a fait observer que les frontières naturelles de ce continent vont du nord au sud. Les frontières artificielles sont allées de l'est à l'ouest, et c'est le long de ces frontières artificielles politiques que nous avons édifié nos frontières commerciales. Bien que notre situation économique diffère beaucoup de celle des Etats-Unis, en ce sens que le Canada est une nation débitrice, tandis que les Etats-Unis sont une nation créancière, nous devons, cependant, reconnaître que les liens qui nous unissent sont si étroits que nous ne pouvons espérer prospérer s'ils ne jouissent eux-mêmes de prospérité.

Il me semble que cette situation a été parfaitement établie dans un article qui a paru, il y a deux semaines, dans la *New Republic*. Permettez-moi d'en citer un extrait :

Une grande partie de nos produits agricoles doivent encore être vendus sur le marché international et subir la concurrence du cultivateur européen. Si l'interdépendance des produits agricoles et manufacturiers vaut quelque chose, cela s'adresse à l'Europe aussi bien qu'aux Etats-Unis. A moins que l'on ne prenne bientôt quelque décision au sujet des réparations allemandes, l'industrie de l'Allemagne sera certainement sujette à une période de stagnation au début de l'année prochaine. Partout la situation politique est telle que les entreprises commerciales seront à la baisse.

L'ordre économique actuel est essentiellement coopératif. Sa coopération est effectuée par l'échange, et, au sein de tous les groupes échangistes, il existe un degré intime d'interdépendance. Il faut que le manufacturier et le cultivateur américains s'appuient l'un sur l'autre. Mais l'agriculteur américain est dominé par le niveau des prix européens parce qu'il produit pour l'exportation. Le cultivateur européen dépend à son tour des centres industriels d'Europe. Nous ne pouvons donc faire que peu pour le cultivateur américain si nous n'aidons le manufacturier européen et ses ouvriers. Bon gré mal gré, nous sommes dépendants les uns des autres dans l'organisation de la société industrielle.

Il me semble que, de cette façon, nous devons reconnaître que la grande demande

[M. Woodsworth.]

se rapporte aux marchés. Tout de même, avouons que tous les autres pays sont à l'affût de marchés, aujourd'hui; non seulement la Grande-Bretagne, mais les divers pays d'Europe. Les Etats-Unis cherchent des marchés, l'Orient lui-même ne fait pas exception. Le Canada ne peut espérer rivaliser avantageusement, à cette époque, avec les autres pays, en ce qui concerne les produits manufacturiers. Dans le passé, toute notre industrie s'est confinée à l'océan Atlantique. Il est possible que notre commerce traverse le Pacifique, mais cette innovation ferait une diversion complète dans notre commerce que nous faisons depuis de nombreuses années et il est probable que, dans un avenir rapproché, cette tentative ne donnerait pas la solution voulue.

Pendant, monsieur l'Orateur, il existe un marché plus rapproché que l'Europe ou l'Orient et c'est le marché domestique qui est le plus négligé de tous. Le ministre du Travail reconnaît qu'il y a, aujourd'hui, chez nous, environ 200,000 sans-travail, et, probablement que ces chiffres sont très modérés. Ce qui veut dire qu'un million de Canadiens souffrent de cette situation, soit à cause du manque absolu ou partiel de travail. Si ce million d'habitants pouvaient s'acheter des chaussures, des vêtements, des épiceries, des meubles, et autres choses nécessaires à la vie, nous aurions, au Canada même, un marché considérable aujourd'hui négligé. Avec notre système économique actuel, nous ne pouvons mettre en mouvement les roues de la production, à moins qu'il ne se trouve quelque acheteur avec l'argent et le crédit.

Nos affaires ont été administrées de telle façon qu'il se trouve au pays des centaines de mille personnes qui n'achètent pas, tout simplement parce qu'elles n'ont pas l'argent ou le crédit nécessaires. Je parle surtout d'une foule considérable de cultivateurs de l'Ouest et aussi de nos citoyens, de même que des centres industriels de l'Atlantique au Pacifique.

Je me demande parfois si, nous qui siégeons dans ces chambres confortables, nous nous rendons bien compte de la véritable situation dans plusieurs parties du pays. Il y a quelques années, j'appartenais à une association ouvrière de la côte du Pacifique. Une règle assez curieuse de cette association défendait à tout administrateur rémunéré de l'union d'occuper son poste plus de six mois de suite. On donnait pour raison que, après six mois, l'administrateur avait une tendance à s'émanciper, et devait être renvoyé dans les rangs pour se mettre au courant des véritables conditions.